

Afficher l'infolettre dans un autre onglet

Centre québécois du P.E.N. international

Infolettre n° 132

mercredi 26 février 2025



Une campagne de sociofinancement pour Marthe Nounfoh Faré

Depuis la mi-février et sur toutes ses plateformes, PEN Québec fait appel à votre générosité pour soutenir Marthe Nounfoh Faré, une écrivaine, journaliste et militante des droits de la personne en exil de son pays et maintenant réfugiée au Québec. Présidente de PEN Togo, Marthe est une défenseure infatigable de la liberté d'expression, connue pour son engagement littéraire et social.

En juin 2024, à la suite d'une publication critique sur son compte TikTok, l'autrice a été convoquée par les autorités togolaises, un geste visant à la réduire au silence. Face à des menaces d'emprisonnement et de persécutions croissantes, elle a dû fuir précipitamment son pays, laissant derrière elle famille, maison et carrière.

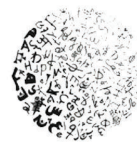
Bien qu'exilée au Canada, Marthe demeure la cible de harcèlements juridiques orchestrés par les autorités togolaises. Elle fait face à des convocations répétées et à des démarches judiciaires abusives qui visent à entraver son travail et à l'intimider. Les frais d'avocat nécessaires à sa défense, à la protection de ses droits et lui garantissant sa sécurité s'accumulent, menaçant son avenir.

Soyons généreux, Marthe a besoin de nous.

Pour [contribuer à la campagne](#)



écriture et liberté





Le 1^{er} janvier marque l'anniversaire de Victoria Amelina, une écrivaine et documentariste qui a écrit sur les crimes de guerre russes.

Ukraine : guerre de la Russie en Ukraine, un triste troisième anniversaire

Le 24 février 2025, PEN Ukraine lançait une invitation à tous pour manifester sa solidarité avec l'Ukraine. Chacun était invité à descendre dans les rues et sur les places des villes d'Europe et d'ailleurs, à se donner la main et à former des chaînes humaines pour montrer que l'Ukraine n'est pas seule. C'était le 3^e anniversaire d'une invasion à grande échelle.

Organisées simultanément les 23 et 24 février dans plusieurs villes, les chaînes humaines devaient témoigner d'un soutien indéfectible à l'Ukraine dans ce moment d'incertitude politique mondiale et d'indécisions récurrentes.

Pour [signer la déclaration](#) de soutien à cette initiative (en anglais).

Les Ukrainiens aspirent avant tout à la paix, mais ils ne peuvent pas se permettre de cesser les combats. S'ils le faisaient, l'Ukraine cesserait d'exister, et des millions de ses citoyens seraient tués, emprisonnés ou contraints de quitter leur pays. Sans l'Europe, l'Ukraine risque de perdre la guerre. Si l'Europe est aux côtés de l'Ukraine, la Russie n'a aucune chance de gagner.

Le 1^{er} janvier dernier, on soulignait un autre triste anniversaire, celui de la naissance de la journaliste Victoria Amelina, tuée par des projectiles lancés sur le bar où elle se trouvait attablée avec des collègues.

À la fin janvier, PEN Ukraine rapportait que l'écrivain Oleksii Bezpaltsev avait été tué le 25 décembre, lors d'une mission de combat.

Dans les deux derniers mois, ont trouvé la mort Oleh Salero, soldat et travailleur dans le domaine du cinéma, Anton Vovk, actif dans le domaine de la musique, et Ruslan Hanushchak,

photographe et caméraman. Depuis le début de la guerre, la Russie a [tué 96 journalistes](#) ukrainiens et étrangers et commis [801 crimes contre les journalistes et les médias](#).



Crédit photo : Stefan Miljuš via WikiCommons

Serbie : protection des journalistes demandée dans un contexte de manifestations

- 7 février 2025

PEN International demande aux autorités serbes de respecter le droit de manifester pacifiquement et de garantir un environnement sûr et favorable aux journalistes, alors que des manifestations d'étudiants continuent de se dérouler dans le pays.

Les dernières manifestations ont été déclenchées le 1^{er} novembre 2024, lorsque 15 personnes sont mortes et plusieurs ont été gravement blessées à la suite de l'effondrement de l'auvent en béton de la gare nouvellement rénovée de Novi Sad, dans le nord de la Serbie. De nombreuses personnes ont accusé les autorités serbes d'être à l'origine de cette catastrophe, dénonçant de la

corruption et de l'incompétence. Depuis, des dizaines de milliers de personnes ont participé à des [manifestations organisées par des étudiants](#) dans tout le pays pour réclamer la transparence et la responsabilité. Le ministre des Transports et le premier ministre de la Serbie ont ensuite démissionné, et les manifestations ne semblent pas vouloir s'arrêter. Le 3 février 2025, les avocats de l'association du Barreau de Serbie ont [entamé](#) une grève d'un mois en signe de solidarité, entraînant l'arrêt du système judiciaire.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



Escritores Cubanos en el Exilio

Cuba : libération exigée de l'écrivaine Maria Cristina Garrido Rodriguez

Le 6 février, le PEN Club de Escritores Cubanos en el Exilio exigeait la libération immédiate de l'écrivaine Maria Cristina Garrido Rodriguez, dont le seul crime a été de s'exprimer contre la dictature cubaine. Garrido a été arrêtée le 12 juillet 2021 et battue à plus de trois reprises par la police politique cubaine, puis soumise à une disparition forcée pendant 18 jours. Garrido a dû faire face à des conditions de détention très difficiles, notamment l'isolement, les mauvais traitements et le manque d'eau et de nourriture.

Son dernier livre, *Voz cautiva* (Voix captive), a été écrit en prison. Maria Cristina Garrido Rodriguez n'a pas pu démarrer l'écriture avant le 349^e jour de son emprisonnement. On lui aurait alors glissé un peu de papier, des crayons et quelques recharges de stylo.

Le 10 mars 2022, Garrido Rodriguez a été condamnée à sept ans de prison pour « troubles publics », « outrage » et « résistance » à Cuba pour avoir manifesté pacifiquement. En novembre 2023, Maria Cristina a envoyé depuis sa prison un message audio au réseau mondial de PEN, le remerciant de la solidarité qui l'a maintenue en vie .



Crédit photo : [Badiucao](#)

Chine : détérioration de la santé de l'écrivain Yang Hengjun

- 5 février 2025

Les autorités chinoises doivent libérer immédiatement et sans condition l'écrivain emprisonné Yang Hengjun et s'assurer qu'il ait un accès adéquat à la nourriture et aux soins médicaux pendant son incarcération, a déclaré PEN International. Yang Hengjun purge actuellement une peine de mort avec sursis, et des rapports alarmants ont été publiés concernant l'aggravation de son état de santé et les mauvais traitements qu'il subit.

Il y a un an aujourd'hui, [on apprenait](#) que Yang Hengjun, un citoyen australien, avait été condamné à mort avec sursis par un tribunal de la République populaire de Chine (RPC). Pour un gouvernement qui a régulièrement soumis de nombreux [écrivains](#), [journalistes](#) et [universitaires](#) à des peines d'emprisonnement de longue durée, la sévérité de la peine prononcée

à l'encontre de Yang Hengjun a rappelé de manière effroyable à quel point les autorités chinoises sont prêtes à utiliser le système juridique pour réduire au silence les voix dissidentes. Après l'annonce de la condamnation à mort avec sursis de Yang, PEN International s'est joint aux centres PEN du monde entier pour [condamner](#) cette décision.

Selon une [déclaration](#) publiée l'année dernière par la ministre australienne des affaires étrangères, Peggy Wong, la peine de Yang peut être commuée en prison à vie s'il ne commet pas de « crimes graves » au cours d'une période de deux ans. À la mi-2024, PEN International a appris que Yang avait été transféré à la prison municipale n°2 de Pékin pour y purger le reste de sa peine.

Depuis son transfert, Yang a continué à souffrir de problèmes de santé, notamment d'un [gros kyste](#) sur le rein qui n'a pas été traité de manière adéquate. Plus récemment, [les médias](#) ont révélé que la santé de Yang s'est encore détériorée au cours des derniers mois, ce qui a eu un impact sur sa capacité à participer à un programme de travail pénitentiaire, qui fournit aux prisonniers une allocation nécessaire à l'achat de produits de base, notamment de la nourriture et des vêtements pour le temps froid. Incapable de travailler en raison de l'aggravation de son état de santé, Yang n'aurait pas pu s'acheter ces produits de première nécessité, notamment du dentifrice, et aurait été contraint de porter des chaussettes sur les mains car il n'avait pas les moyens d'acheter des gants avec son allocation réduite.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Siam Pukkato via Shutterstock

Türkiye : les violations de la liberté de la presse ne cessent d'augmenter

- 5 février 2025

PEN International s'unit à l'Institut international de la presse (IIP) et aux organisations soussignées pour exprimer sa vive inquiétude face à la récente escalade des violations de la liberté de la presse en Türkiye, qui marque un début d'année troublant. Le recours fréquent aux arrestations arbitraires, aux détentions, aux mesures de contrôle judiciaire et aux condamnations constitue une menace existentielle pour les médias indépendants, le discours démocratique et les droits de l'homme fondamentaux dans le pays.

Pour le seul mois de janvier 2025, au moins neuf journalistes ont été arrêtés, six ont été condamnés à des peines de prison, cinq ont été placés en détention, 23 ont fait l'objet d'enquêtes et un a été victime d'obstruction de la part de la police.

Les décisions du régulateur de l'audiovisuel turc menacent la liberté de la presse

Le régulateur de l'audiovisuel turc, le RTÜK, a démontré une tendance inquiétante à cibler les médias critiques. Juste avant l'arrestation des journalistes pour avoir diffusé une conversation téléphonique enregistrée, le président de RTÜK a mis en garde contre les conséquences potentielles pour les médias et les journalistes concernant la même émission, signalant ainsi l'imminence de la répression. Dans sa déclaration, il a reproché à Halk TV d'avoir enregistré et diffusé sans autorisation une conversation téléphonique avec un témoin expert et d'avoir prétendument tenté d'influencer une procédure judiciaire en cours.

Les mesures de contrôle judiciaire : un nouvel outil de censure

Si le nombre de journalistes emprisonnés semble diminuer, cela masque une évolution inquiétante vers le recours à des mesures de contrôle judiciaire, comme les interdictions de voyager, les contrôles réguliers dans les commissariats de police et les assignations à résidence comme moyens alternatifs de restreindre la liberté de la presse. Cette tendance représente une pratique tout aussi antidémocratique visant à contrôler la liberté de mouvement et d'expression des journalistes. La mise en œuvre systématique de ces mesures, combinée à une censure en ligne croissante, semble remplacer la détention traditionnelle comme méthode pour réduire au silence le journalisme indépendant.

Pour [plus d'informations](#), cliquez sur « français » en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : MgHla via [Wikimedia Commons](#)

Myanmar : répression brutale menée par une junte de plus en plus isolée

- 3 février 2025

Quatre années de junte militaire ont laissé le pays ravagé par la violence et la destruction. PEN International demande la fin du conflit armé et l'actualisation de mesures urgentes afin que les responsables soient traduits en justice.

Le 1er février 2021 a marqué le quatrième anniversaire de la prise de pouvoir par l'armée du Myanmar, qui a mis fin brutalement au gouvernement démocratiquement élu du pays. En dehors des frontières du Myanmar, des rassemblements ont eu lieu dans des pays tels que l'Australie, l'Allemagne, le [Japon](#), la Thaïlande et les États-Unis, en signe de solidarité et de défi face à la répression brutale et à l'escalade des conflits qui ont marqué par la terreur les quatre dernières années du règne de la junte militaire.

Bien que la junte militaire en difficulté soit ébranlée par une série de défaites militaires de plus en plus importantes, ce qui l'a amenée à annoncer le [31 janvier](#) 2025 une nouvelle prolongation de six mois de l'état d'urgence qu'elle avait imposé, l'[aggravation de la crise des droits de l'homme](#) dans le pays a eu un impact profond sur le droit à la liberté d'expression. Au cours des quatre dernières années, de vastes restrictions ont été imposées à toutes les formes d'expression. Des écrivains, des journalistes, des blogueurs et d'autres personnes ont été victimes d'[arrestations arbitraires](#), de [tortures](#), d'[emprisonnements de longue durée](#) et de [décès](#).

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français » en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Elma Okic

Égypte : rédaction d'une soumission concernant des violations de la liberté d'expression

- 28 janvier 2025

PEN International, English PEN et PEN America ont collaboré à la rédaction d'une [soumission](#) concernant l'Égypte, dans le cadre du processus de l'Examen périodique universel (EPU); l'examen a eu lieu le 28 janvier 2025 à Genève. Dans cette soumission, PEN a documenté de graves violations de la liberté d'expression et exhorte le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ainsi que ses États membres à examiner les violations commises par l'Égypte et à formuler des recommandations concrètes pour protéger la liberté d'expression dans le pays.

La crise des droits de l'homme en Égypte s'est considérablement aggravée depuis le dernier EPU du pays en 2019 et continue de se détériorer. Les autorités égyptiennes continuent de punir systématiquement la dissidence publique ou perçue comme telle et de réprimer sévèrement les droits de réunion pacifique, d'association et de liberté d'expression. Des dizaines de journalistes, de défenseurs des droits de la personne, de militants et de blogueurs ont été arrêtés arbitrairement, détenus pendant de longues périodes sans procès et confrontés à des accusations forgées de toutes pièces uniquement en raison de leur travail ou de leurs opinions critiques. Ils ont également été systématiquement pris pour cibles, les autorités ayant recours à une série de tactiques répressives visant à les réduire au silence, notamment le harcèlement judiciaire, les campagnes de diffamation, les menaces, les agressions physiques et les interdictions de voyager, ce qui a eu pour effet d'étouffer la liberté d'expression en Égypte.

Le rapport de PEN souligne les graves préoccupations concernant la situation de la liberté d'expression dans le pays, y compris la liberté de la presse, l'accès à l'information et le droit de manifester. Le rapport reconnaît un certain nombre de textes législatifs problématiques qui restreignent considérablement la liberté d'expression, notamment la législation antiterroriste, la loi anti-protestation et la loi anti-cybercriminalité.

Pour [plus d'informations](#), cliquez sur « français » en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Anas-Mohammed via Shutterstock

TPO (territoires palestiniens occupés)/Israël : Cessez-le-feu à Gaza et escalade de violence en Cisjordanie

- 24 janvier 2025

PEN International salue l'accord de cessez-le-feu tant attendu entre Israël et le Hamas, qui met fin à plus de 460 jours d'une guerre dévastatrice à Gaza. Entré en vigueur le dimanche 19 janvier dernier, l'accord prévoit un arrêt temporaire des hostilités, ainsi que la [libération](#) des otages détenus à Gaza et des Palestiniens détenus arbitrairement en Israël.

Alors qu'il y a lieu de se féliciter de l'accord de cessez-le-feu, la situation à Gaza reste [catastrophique](#), avec plus de 46 000 morts recensés et une destruction intensive des infrastructures civiles essentielles à la survie de l'ensemble de la population palestinienne, dont la majorité est toujours déplacée à l'intérieur du pays.

Selon le [Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies](#), l'offensive militaire d'Israël à Gaza a causé d'immenses ravages, des morts et des blessés. Des villes entières ont été rasées, des infrastructures détruites et de vastes zones rendues inhabitables. Depuis octobre 2023, Israël, par son siège total, a coupé l'électricité, l'eau et le carburant, tandis qu'un blocus étouffant a [bloqué l'aide humanitaire](#) et privé Gaza de services essentiels.

PEN International est aussi très préoccupé par l'escalade de la violence en Cisjordanie occupée, alors qu'Israël lance une nouvelle opération militaire ayant causé la mort d'au moins dix Palestiniens, quelques jours seulement après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu à Gaza, lequel aurait dû intervenir depuis longtemps. Cette situation risque d'anéantir toute lueur de soulagement pour les Palestiniens qui ont enduré plus de 15 mois de massacres de civils, de bombardements aveugles, de nettoyage ethnique et de famine à Gaza, ainsi que la violence des colons israéliens et les arrestations arbitraires massives en Cisjordanie.

Pour [plus d'info](#), cliquez sur « français » en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Eval Miko via Shutterstock

Géorgie : l'éminente journaliste Mzia Amaglobeli entame une grève de la faim

- 24 janvier 2025

Il est urgent que les autorités géorgiennes relâchent la journaliste d'expérience, Mzia Amaglobeli, qui est actuellement en détention provisoire, selon une déclaration commune émise par PEN International et PEN Géorgie. Mzia Amaglobeli risque jusqu'à sept ans de prison pour avoir agressé un officier de police, une sentence manifestement disproportionnée.

Mzia Amaglobeli, éminente journaliste géorgienne, fondatrice et directrice des journaux en ligne *Batumelebi* et *Netgazeti*, a d'abord été détenue le 11 janvier 2025 pour des raisons administratives, après avoir placé un autocollant relatif à un projet de grève à l'entrée d'un poste de police à Batumi, dans le sud-ouest de la Géorgie. Aucune information ne lui a alors été fournie quant aux motifs de son arrestation, et elle a été libérée sous caution le lendemain. Alors qu'elle s'adressait à des sympathisants à l'extérieur du poste de police, cette dernière a commencé à arrêter plusieurs d'entre eux, dont deux de ses associés, ce qui a donné lieu à une altercation entre Amaglobeli et le chef de la police de Batumi, Irakli Dgebuadze, au cours de laquelle la journaliste a été accusée d'avoir giflé Dgebuadze. La police a rapidement arrêté Amaglobeli en vertu de l'article 353(1) du [Code pénal géorgien](#) (agression d'un officier de police, d'un employé d'un service pénitentiaire spécial ou d'un autre représentant du gouvernement ou d'une institution publique), un chef d'accusation passible d'une peine de quatre à sept ans de prison. Le 14 janvier, le tribunal de Batumi a placé Amaglobeli en détention provisoire et l'a envoyée à la prison pour femmes n°5 de Rustavi, où elle se trouvait au moment de la rédaction de ce rapport. Selon la [Constitution de la Géorgie](#), la détention provisoire en tant que mesure préventive peut être appliquée pour une durée maximale de neuf mois, bien que des révisions judiciaires intermédiaires puissent la reconsidérer. Une date pour l'audience de réexamen d'Amaglobeli a été [fixée](#) au 4 mars.

Aurélia Dondo, responsable de la région Europe et Asie centrale à PEN International.



Avec l'aimable autorisation de Nariman El-Mafy

Égypte/UK : Appel au ministre britannique des Affaires étrangères : « Libérez Alaa Abd el-Fattah »

- 23 janvier 2025

PEN International et douze autres organisations de défense des droits de la personne demandent instamment au ministre britannique des Affaires étrangères d'obtenir la libération de l'écrivain britannico-égyptien Alaa Abd el-Fattah, lors de son voyage en Égypte. Bien qu'il ait fini de purger sa peine en 2024, Alaa reste injustement détenu. Les groupes demandent une visite de la prison et une action immédiate pour assurer son retour au Royaume-Uni.

[Voir la lettre et les signataires](#) en cliquant sur « français » en bas à droite de l'écran.

Iran : demande de clémence pour la militante Pakhshan Azizi

PEN International appuie une pétition lancée par Ivano Daneri, demandant la libération de Pakhshan Azizi, une militante humanitaire iranienne. Après son arrestation en août 2023, celle-ci a été condamnée à mort par une cour iranienne après avoir été accusée de rébellion dans ce qu'[Amnistie internationale](#) a dénoncé comme un procès manifestement inique.

Elle est détenue à la prison d'Evin, à Téhéran, dans un total isolement et soumise à un régime d'incarcération sévère.

Chaque signature peut contribuer à sauver sa vie. Signatures accumulées : 84 824. Prochain objectif : 150 000. [Pétition](#).



Photo: Jean-François Nadeau *Le Devoir* Avec la construction d'un poste électrique devant la gare d'autocar de Montréal, la Grande Bibliothèque perdrait la quasi-totalité de ses espaces verts.

Montréal : de grands noms de la culture dénoncent le projet d'Hydro-Québec au Quartier latin

[Jean-François Nadeau](#), *Le Devoir*

- Publié et mis à jour le 17 février

« Des écrivains, des cinéastes, des metteurs en scène, des professeurs et des artisans de la culture [dénoncent, d'une même voix, l'abandon par la direction de la Grande Bibliothèque](#) de ses jardins et de ses espaces verts adjacents au profit de la construction d'un gigaposte électrique d'[Hydro-Québec](#).

L'écrivain Michel Tremblay, comme les cinéastes Denys Arcand et Diane Obomsawin, en passant par le professeur émérite Gérard Bouchard et Kev Lambert, lauréat du prix Médicis, comptent parmi plusieurs hautes figures de la société québécoise qui demandent à l'État de

revenir sur sa décision de construire un poste électrique de 315 000 volts devant la gare d'autocars de Montréal. Yves Beauchemin, tout comme les écrivaines Nicole Brossard, Monique Proulx et Denise Desautels, déplore lui aussi que la quasi-totalité des espaces verts de la Grande Bibliothèque soit ainsi sacrifiée pour la construction d'une structure de type industrielle.

“C'est dément, affirme le cinéaste Denys Arcand. C'est bien la seule chose à dire : dément. C'est pire que tout! C'est n'avoir aucune conscience de l'aménagement urbain. C'est du délire! C'est complètement fou.” »

[Plus d'info](#)

ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DU P.E.N. INTERNATIONAL



Paroles en danger



Activité du Comité Femmes à La Livrerie, le 16 mars, 16 h : *Paroles en danger*

En collaboration avec le Comité Femmes du [Centre québécois du P.E.N international](#), La poésie partout présente pour la deuxième fois *Paroles en danger*. Cette activité réunit trois duos de poètes qui, par leur création poétique, rendent vivante la voix de trois écrivaines poursuivies pour des raisons politiques dans leur pays d'origine.

Geneviève Blais et Charlotte Francœur, Nadine Ltaif et Christine Palmiéri, [Rachel McCrum](#) et Laura Doyle Péan rendent hommage à Galina Rymbu (poète d'origine russe exilée en Ukraine), Somaia Ramish (poète d'origine afghane exilée aux Pays-Bas) et Maria Cristina Garrido Rodriguez (poète cubaine purgeant une peine de prison depuis mars 2022 dans son pays).

Commissaires et animatrices : Flavia Garcia et Diane Régimbald

Œuvre sur l'affiche : l'artiste Louise Marois

L'activité gratuite aura lieu dimanche le 16 mars 2025, à 16 h, à [La Livrerie](#), au 1376, rue Ontario Est, Montréal. Au menu : lectures et performances.

[Paroles en danger 2025](#) bénéficie du soutien du Conseil des arts du Canada. Nous remercions La Livrerie d'accueillir cette activité.

Pour [plus de détails](#).

PEN Québec maintenant sur Bluesky

PEN Québec est désormais actif sur la plateforme sociale Bluesky. Ce choix de migration et d'abandon de la plateforme X s'inscrit dans un geste politique et dans une volonté de rejoindre autant la communauté de PEN International et ses centres, que la communauté littéraire. PEN Québec veut ainsi continuer à faire connaître la situation des écrivains emprisonnés ou persécutés dans ce vaste monde en crise.

Suivez-nous [ici](#)

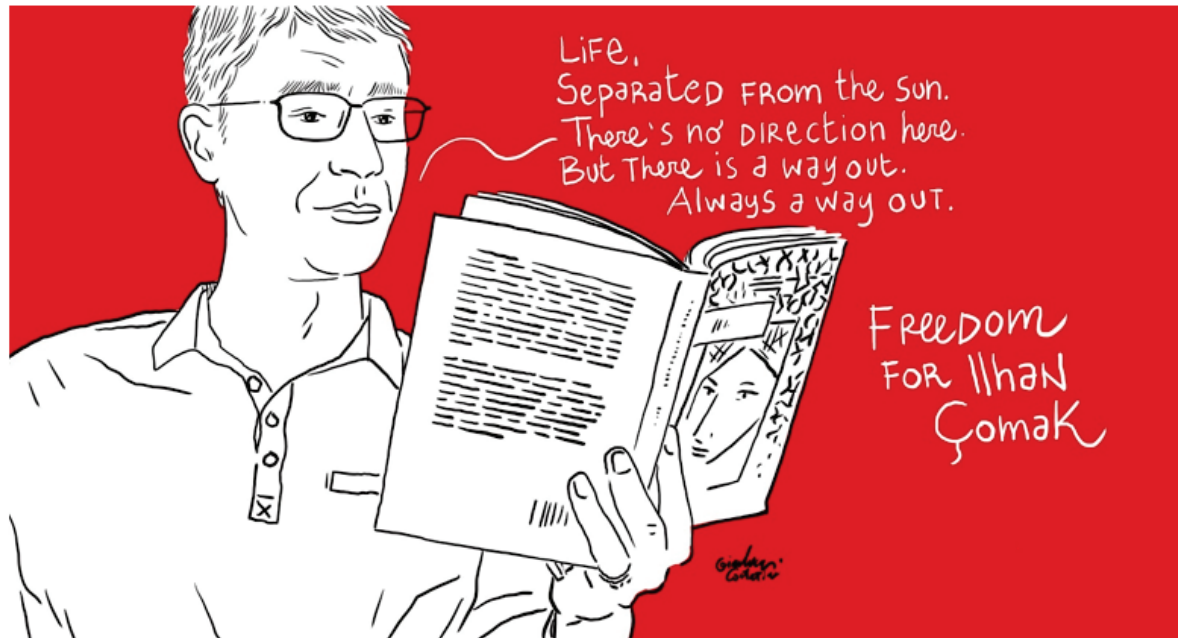


Image::Gianluca Costantini

Votre adhésion à PEN Québec contribue à la libération d'écrivains emprisonnés; merci pour votre indéfectible soutien

Cher lecteur ou chère lectrice,

Dans la première infolettre de cette année, celle de janvier 2025, vous avez sûrement remarqué et apprécié l'annonce qu'a fait PEN Québec de la libération du poète kurde **Ilhan Sami Çomak**.

Nous en avons été tellement heureux!

Il est vrai que la présente année a commencé de bien bizarre façon, avec son lot de déclarations fracassantes, souvent faites à l'emporte-pièce. Afin de rétablir un certain effet de balancier, c'est un grand plaisir pour nous de partager avec vous une nouvelle des plus positives.

Cependant, le droit à la liberté d'expression demeure bien malmené sur cette planète. Il y a encore tellement de travail à faire. C'est pourquoi, à nouveau cette année, nous avons grand besoin de votre aide financière.

"Emmenez-moi loin de cette stagnation

J'ai tellement vu l'abîme. Longtemps, si longtemps

je l'ai regardé - ce vide n'est que répétition.

Il est temps pour moi de dire que je suis un oiseau qui reçoit la pluie

Il est temps de respirer l'odeur de la terre, de s'en remplir, de grandir à nouveau.

Connais-moi par mon amour, pas par ma solitude.

Comprends-moi par ce que je désire ardemment, pas par ce que j'ai perdu.

Comprends-moi par mon enfance, pas par le moi d'aujourd'hui.

Je te cherche."

Ilhan Sami Çomak, traduction par Caroline Stockford/PEN International

Ilham Sami Çomak, poète de renommée internationale, ex-étudiant emprisonné en Turquie et membre honoraire de PEN international, a été libéré le 26 novembre dernier, après avoir passé 30 ans, 3 mois et 6 jours enfermé. Il avait été arrêté et écroué en 1994, à l'âge de 21 ans, sans qu'aucune preuve concrète n'ait jamais été retenue contre lui.

En août 2024, de nombreux centres PEN, dont PEN Québec, avaient exprimé leur consternation face à la décision de la commission de libération conditionnelle turque réunie à la prison de Silivri, à Istanbul, de s'opposer à sa libération. Fort heureusement, Ilhan Sami Çomak a recouvré sa liberté quelques mois plus tard et a pu retrouver sa famille et ses amis.

[Pour plus d'information](#), cliquez sur « français » en bas à droite de l'écran.

RENOUVELLEMENT DES COTISATIONS

Saviez-vous que les frais d'adhésion et les dons de nos membres sont notre seule source de revenus, notre organisme n'étant admissible à aucune subvention gouvernementale?

Votre adhésion à PEN Québec contribuera à la libération de plusieurs écrivains à travers le monde ou à la fin du harcèlement qu'ils endurent encore aujourd'hui.

Si vous avez déjà renouvelé votre adhésion, nous vous en remercions.

Si vous ne l'avez déjà fait, nous vous invitons à payer votre cotisation par **Interac** à quebec.pen@gmail.com , **en ligne** par **PayPal** ou encore par **chèque**, à l'adresse suivante :

Centre québécois du P.E.N. international
C.P. 23279
C.P. des boulevards
Laval (Québec) H7N 6K1

Dans tous les cas, il est très important de **remplir le formulaire** que vous trouverez [en ligne](#).

Votre nouvelle carte sera valide du 1er janvier au 31 décembre 2025.

En vous remerciant du fond du cœur,

Pour le Conseil d'administration de PEN Québec,

Dominique Gaucher
Coordonnatrice
Centre québécois du P.E.N. international
www.penquebec.org

Nous sommes également sur [Facebook](#).et sur [Bluesky](#).

Les membres du Conseil d'administration du Centre québécois du P.E.N. international

Président :
Félix Villeneuve

Vice-présidente :
Nora Atalla

Trésorière :
Michèle Bernard

Administrateurs/administratrices :
Gaston Bellemare
Mireille Cliche
Pauline Michel
Benoît Quessy
Victor Ramos
Pierre Samson
Sherry Simon

Coordonnatrice :
Dominique Gaucher

Membres d'honneur :
Raïf Badawi (Arabie saoudite)
Asli Erdogan (Turquie)

Angye Gaona (Colombie)
Homa Hoodfar (Iran-Canada)
Rahile Dawut (Chine)
Julian Assange (Australie)

Rédaction : Dominique Gaucher
Révision : Michèle Bernard

La littérature ne connaît pas de frontières et doit demeurer une devise commune à tous.

Charte du PEN



Twitter

Suivez-nous sur Twitter pour rester à jour concernant les nouvelles et autres informations de notre organisme.



Facebook

Souscrivez à notre page Facebook pour suivre nos nouvelles, nouveautés et autres discussions.

[Se désabonner](#)

C.P. 23279, C.P. des boulevards, Laval, Québec H7N 6K1